

RCS : EVRY
Code greffe : 7801

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de EVRY atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2023 B 06723
Numéro SIREN : 521 958 058
Nom ou dénomination : 2R ISOLATION

Ce dépôt a été enregistré le 18/12/2023 sous le numéro de dépôt 21077

SAS 2R ISOLATION

LISTE DES SIEGES SOCIAUX ANTERIEURS

- **420, AVENUE BLAISE PASCAL
77550 MOISSY CRAMAYEL**
- **3, PLACE DU CHÂTEAU
08200 SEDAN**

Le Président
Monsieur Aydin SARI



2R ISOLATION
SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE
AU CAPITAL DE 150.080 €EUROS

SIÈGE SOCIAL : 420, AVENUE BLAISE PASCAL
77550 MOISSY-CRAMAYEL

R.C.S. MELUN : 521.958.058.

PROCÈS-VERBAL DES DÉCISIONS DES ACTIONNAIRES
EN DATE DU 10 JUILLET 2023 A 10H00

L'AN DEUX MIL VINGT TROIS
ET LE 10 JUILLET À 10H00

AU SIÈGE SOCIAL :

- **LA SOCIÉTÉ GROUPE SARI**
SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE AU CAPITAL DE 5 000 €EUROS
DONT LE SIÈGE SOCIAL EST À MOISSY-CRAMAYEL (77550)
420, AVENUE BLAISE PASCAL
IMMATRICULÉE AU R.C.S. DE MELUN SOUS LE NUMÉRO 818 239 923
REPRÉSENTÉE PAR MONSIEUR SARI AYDIN, PRÉSIDENT

L'Assemblée est présidée par Monsieur Aydin SARI qui constate que sont présents à part sa représentante la SARL GROUPE SARI, propriétaire de 65 actions :

- Madame Aklime KAHRIMAN épouse SARI propriétaire de 1 action.
- Monsieur Aydin SARI propriétaire de 1 action.

Seuls actionnaires de la SAS 2R ISOLATION et représentant en tant que telle la totalité des actions,

Se sont réunis audit siège sur la convocation de la présidence qui leur a été remise en main propre.

Le Président déclare que l'assemblée est valablement constituée et peut valablement délibérer et prendre des décisions à la majorité requise.

Il est alors déclaré la discussion générale ouverte.

Il est déposé sur le bureau et met à la disposition des membres de l'assemblée :

- La feuille de présence signée par les actionnaires en entrant en séance.
- Le justificatif pour le nouveau siège social.
- Le rapport du Président.
- Le texte des résolutions soumises au vote de l'assemblée.

Il est déclaré que les documents ont été remis avant la date de la présente Assemblée.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président déclare que l'Assemblée est réunie pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Le transfert du Siège social dans un autre Département.
- Modifications de l'article concerné des Statuts.
- Pouvoirs pour les formalités.

Après avoir échangé leur point de vue sur les différentes questions et personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIÈRE RÉOLUTION

La collectivité des actionnaires décide de transférer le siège social de la société aujourd'hui sis au 420, Avenue Blaise Pascal à 77550 MOISSY CRAMAYEL,

au

15, rue Clément Ader
91280 SAINT PIERRE DU PERRY

Et cela à compter rétroactivement du
PREMIER JUILLET DEUX MIL VINGT TROIS (1^{ER}/07/2023).

CETTE RÉOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

DEUXIÈME RÉOLUTION

La collectivité des actionnaires suite à la résolution adoptée à la présente assemblée, décide de modifier l'article concerné des Statuts – SIEGE SOCIAL – afin de les adapter à ce qui ressort de celle-ci.

CETTE RÉOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

TROISIEME RESOLUTION

Les actionnaires donnent tous pouvoirs au Président ou à son mandataire afin de procéder à toutes les modifications statutaires et aux formalités pouvant être requises, suite et afin d'aboutir aux résolutions adoptées.

CETTE RÉOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ -

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée à 11H10

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par les Président-actionnaire et les actionnaires.

MONSIEUR SARI AYDIN
PRÉSIDENT-ACTIONNAIRE



MADAME KAHRIMAN ÉPOUSE SARI AKLIME
ACTIONNAIRE



SAS GROUPE SARI – ACTIONNAIRE
REPRÉSENTÉE PAR SON PRÉSIDENT MONSIEUR AYDIN SARI



STATUTS

DE LA SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE

DENOMMEE

2R ISOLATION

MIS A JOUR LE 10/07/2023
(TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL)

Le Président
Monsieur Aydin SARI



TITRE I

FORME - DENOMINATION SOCIALE **OBJET - SIEGE - DUREE**

ARTICLE 1 - FORME

La Société a été constituée sous la forme d'une Société à Responsabilité Limitée aux termes d'un acte sous seing privé en date du 12 février 2010 à Sedan (08200).

Elle a été transformée en Société par Actions Simplifiée suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 1^{er} février 2016, statuant à l'unanimité.

La Société continue d'exister entre les propriétaires des actions existantes et de celles qui seraient créées ultérieurement.

Elle est régie par les lois et les règlements en vigueur, notamment par le Livre deuxième Titre II du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts. Elle ne peut faire appel public à l'épargne sous sa forme actuelle de Société par Actions Simplifiée.

ARTICLE 2 – DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale de la Société reste :

2R ISOLATION

Sur tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots " Société par Actions Simplifiée " ou des initiales " S.A.S. " et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3 – SIEGE SOCIAL

Le siège social reste fixé :

420, avenue Blaise Pascal – Moissy Cramayel (77550)

Il peut être transféré par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence. Toutefois, la décision devra être ratifiée par la plus proche décision collective ordinaire des actionnaires.

SUIVANT PROCÈS-VERBAL DE DÉCISION DES ACTIONNAIRES EN DATE DU 10 JUILLET 2023 LA COLLECTIVITÉ DES ACTIONNAIRES A DÉCIDÉ DE TRANSFÉRER LE SIÈGE SOCIAL À COMPTER RÉTROACTIVEMENT DU 1^{ER} JUILLET 2023 ET DE MODIFIER L'ARTICLE CONCERNÉ DES STATUTS.

NOUVEL ARTICLE 3 – SIEGE SOCIAL

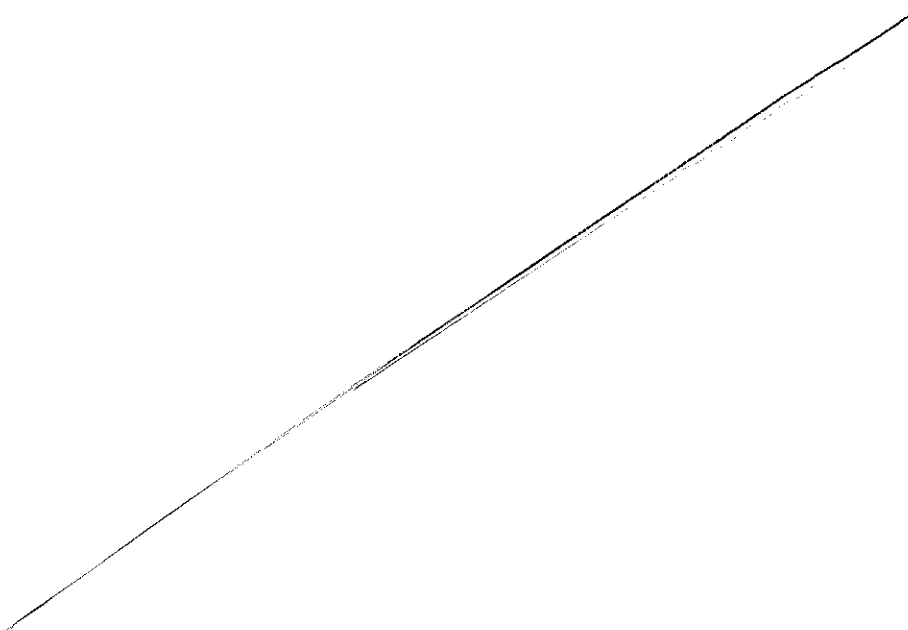
**Le siège social est fixé au : 15, rue Clément Ader
91280 SAINT PIERRE DU PERRAY**

Il peut être transféré par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence. Toutefois, la décision devra être ratifiée par la plus proche décision collective ordinaire des actionnaires.

ARTICLE 4 – OBJET

La société continue d'avoir pour objet directement ou indirectement :

Revêtements de façade, isolation thermique par l'extérieur et toute activité connexe s'y rapportant.



Eventuellement, l'acquisition, la création et l'exploitation de tous établissements nécessaires ou utiles à la réalisation et au développement de l'objet social, l'acquisition, la prise à bail, la location de tous biens meubles ou immeubles se rapportant à l'objet précité.

La participation directe ou indirecte de la Société, par tous moyens, dans toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, de souscriptions ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement.

Et généralement toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, sous quelque forme que ce soit se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou annexes et susceptibles de faciliter le développement de la société.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société reste fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des actionnaires.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL - FORME DES ACTIONS - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

ARTICLE 6 – APPORTS

- Lors de la constitution, apports en numéraire pour un montant de Quatre Mille (4.000) Euros, laquelle somme a été déposée, conformément à la loi, au crédit d'un compte ouvert au nom de la société, à la banque CIC, agence du Forum, 1, place du Forum à Reims (51100), ainsi qu'il résulte d'un certificat délivré par ladite banque.
- Lors de la constitution, apports en nature pour un montant de Quatre Mille (4.000) Euros, savoir : des éléments matériels d'occasion composant un échafaudage de marque type « ALTRAD » d'une superficie de 50 m², constitués d'échelles de 2 mètres de hauteur sur 3 mètres de largeur, de panneaux de 60 cm et de garde-corps.
- Au terme d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 3 juin 2014, le capital social a été augmenté d'une somme de 42.000 Euros pour le porter de 8.000 Euros à 50.000 Euros par incorporation de réserves. Cette augmentation de capital a été réalisée par l'élévation de la valeur nominale des 100 parts sociales de 80 Euros à 500 Euros.

- Par Assemblée Générale Extraordinaire en date du 20 avril 2017, il a été procédé à une réduction de capital de 16.500 Euros pour le ramener de 50.000 Euros à 33.500 Euros par annulation de 33 actions de 500 Euros de nominal chacune.
- Par Assemblée Générale Extraordinaire en date du 3 juillet 2017, il a été procédé à une augmentation de capital de 116.580 Euros pour le ramener de 33.500 Euros à 150.080 Euros par l'élévation de la valeur nominale des 67 actions de 500 Euros à 2.240 Euros chacune.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de Cent Cinquante Mille et Quatre-Vingts (150.080) Euros et divisé en 67 actions de 2.240 Euros chacune, entièrement souscrites et intégralement libérées et de même catégorie.

ARTICLE 8 – MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

- Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par une décision collective des actionnaires statuant sur le rapport du Président.
- Les actionnaires peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.
- En cas d'augmentation du capital en numéraire, les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Toutefois, les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.
- Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

ARTICLE 9 – FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles sont inscrites en compte conformément à la réglementation en vigueur et aux usages applicables.

Tout actionnaire peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 10 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1. Toute action, donne droit dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Pour y parvenir, il est fait masse, le cas échéant, de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société et auxquelles les répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.

2. Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.
3. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis doivent se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux ou par un mandataire unique désigné en justice en cas de désaccord.
4. Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices de l'exercice où il est réservé à l'usufruitier.
5. Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à condition d'avoir fait leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires.

TITRE III

TRANSMISSION DES ACTIONS - EXCLUSION D'ACTIONNAIRES

ARTICLE 11 – DISPOSITIONS COMMUNES APPLICABLES AUX CESSIONS D'ACTIONS

1) Définitions

Dans le cadre des présents statuts, les soussignés sont convenus des définitions ci-après :

Cession : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir : cession, transmission, échange, apport en société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.

Action ou Valeur mobilière : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

2) Modalités de transmission des actions

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

ARTICLE 12 – AGREMENT

1. Les actions sont libres entre actionnaires.

ARTICLE 13 – MODIFICATIONS DANS LE CONTROLE D'UN ACTIONNAIRE

1. En cas de modification au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce du contrôle d'une Société actionnaire, celle-ci doit en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président dès cette modification. Cette notification doit préciser la date du changement de contrôle et toutes informations sur le ou les nouveaux contrôleurs.

Si cette procédure n'est pas respectée, la Société actionnaire dont le contrôle est modifié pourra être exclue de la Société dans les conditions prévues à l'article 14.

2. Dans le mois qui suit la réception de la notification du changement de contrôle, la Société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de la Société actionnaire dont le contrôle a été modifié, telle que prévue à l'article 14. Si la Société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, elle sera réputée avoir agréé le changement de contrôle.
3. Les dispositions ci-dessus s'appliquent à la Société associée qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

ARTICLE 14 – EXCLUSION D'UN ACTIONNAIRE

1) Exclusion de plein droit

L'exclusion de plein droit intervient en cas de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire d'un actionnaire.

2) Exclusion facultative

Cas d'exclusion

L'exclusion d'un actionnaire peut être également prononcée dans les cas suivants :

- violation des dispositions des présents statuts,
- exercice direct ou indirect d'une activité concurrente de celle exercée par la Société,
- révocation d'un actionnaire de ses fonctions de mandataire social,
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un actionnaire,
- faits ou actes de nature à porter atteinte aux intérêts ou à l'image de marque de la société.

3) Modalités de la décision d'exclusion

L'exclusion est prononcée par décision collective des actionnaires statuant à la majorité des voix des actionnaires disposant du droit de vote ; l'actionnaire dont l'exclusion est susceptible d'être prononcée ne participe pas au vote et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Les actionnaires sont consultés sur l'exclusion à l'initiative du Président ; si le Président est lui-même susceptible d'être exclu, les actionnaires seront consultés à l'initiative de l'actionnaire le plus diligent.

4) Formalités de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités suivante :

- notification à l'actionnaire concerné par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée quinze (15) jours avant la date prévue pour la réunion de la collectivité des associés, de la mesure d'exclusion envisagée, des motifs de cette mesure et de la date de la réunion devant statuer sur l'exclusion.

Cette notification devant également être adressée à tous les autres actionnaires et être accompagnée de toutes pièces justificatives utiles ;

- convocation de l'actionnaire concerné à une réunion préalable des actionnaires tenue au plus tard huit (8) jours avant la date prévue pour la consultation des actionnaires sur la décision d'exclusion afin de lui permettre de présenter ses observations et de faire valoir ses arguments en défense soit par lui-même, soit par mandataire.

5) Prise d'effet de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion, qui peut être prise tant en présence qu'en l'absence de l'actionnaire concerné, prend effet à compter de son prononcé.

Cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'actionnaire exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions ; il est expressément convenu que la cession sera réalisée valablement sans application de la clause d'agrément prévue aux présents statuts.

La décision d'exclusion est notifiée à l'actionnaire exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

6) Dispositions communes à l'exclusion de plein droit et à l'exclusion facultative

L'exclusion de plein droit et l'exclusion facultative entraînent dès le prononcé de la mesure la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'actionnaire exclu.

La totalité des actions de l'actionnaire exclu doit être cédée dans les quinze (15) jours de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus.

Le prix de rachat des actions de l'actionnaire exclu est déterminé d'un commun accord ou à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 15 – NULLITE DES CESSIONS D'ACTIONS

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des articles 12 à 13 des présents statuts sont nulles.

Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.

TITRE IV

ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 16 – PRESIDENT DE LA SOCIETE

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, actionnaire ou non, de la Société.

1) Désignation

Le Président est désigné par décision collective des actionnaires.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

2) Durée des fonctions

Le Président est nommé sans limitation de durée.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions d'une durée supérieure à six (6) mois, il est pourvu à son remplacement par décision collective des actionnaires. Le Président remplaçant ne demeure en fonctions que pour le temps à courir de son prédécesseur.

La révocation du Président ne peut intervenir que pour un motif grave. Elle est prononcée par décision collective unanime des actionnaires autres que le Président. Toute révocation intervenant sans qu'un motif grave soit établi, ouvrira droit à une indemnisation du Président.

Par exception aux dispositions qui précèdent, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Président personne morale ;
- exclusion du Président actionnaire ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

3) Rémunération

La rémunération du Président est fixée chaque année par décision collective des actionnaires.

Elle peut être fixe ou proportionnelle ou, à la fois fixe et proportionnelle.

4) Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des actionnaires.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

ARTICLE 17 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la Société la contrôlant au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance des Commissaires aux comptes dans le mois de sa conclusion.

Les Commissaires aux comptes présentent aux actionnaires un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé. Les actionnaires statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les conventions portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales sont communiquées au Commissaire aux comptes. Tout actionnaire a le droit d'en obtenir communication.

ARTICLE 18 – COMMISSAIRES AUX COMPTES

La collectivité des actionnaires désigne, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.

Suivant procès-verbal d'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 mai 2018, la collectivité des actionnaires a désigné, à l'unanimité, en qualité de Commissaire aux comptes titulaire :

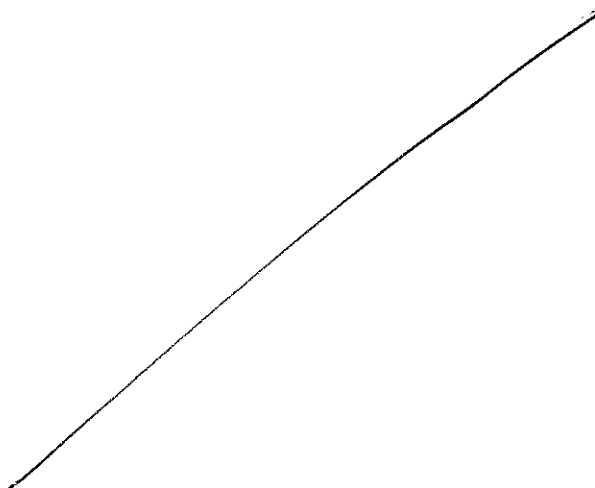
LA SAS AUDITIME
SOCIETE DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
IMMATRICULEE AU R.C.S. D'EVRY SOUS LE NUMERO 524 570 231
DONT LE SIEGE SOCIAL EST SIS 31, RUE DE LA MARE A TISSIER
91280 SAINT PIERRE DU PERRY
REPRESENTEE PAR MONSIEUR CYRILLE HERVE, SON PRESIDENT

ET EN QUALITE DE COMMISSAIRE AUX COMPTES SUPPLEANT :

LA SAS AUDITIME
SOCIETE DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
MONSIEUR EMMANUEL CUNY EN QUALITE DE DIRECTEUR GENERAL

ARTICLE 19 – REPRESENTATION SOCIALE

Les délégués du Comité d'entreprise exercent les droits prévus par l'article L.432-6 du Code du travail auprès du Président



TITRE V

DECISIONS COLLECTIVES DES ACTIONNAIRES

ARTICLE 20 – DECISIONS DES ACTIONNAIRES

1. Sauf dans les cas prévus ci-après, les décisions collectives des actionnaires sont prises, au choix du Président, en assemblée ou par consultation par correspondance. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte. Tous moyens de communication – vidéo, télex, fax, etc. – peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.
2. Sont prises en assemblée les décisions suivantes :
 - transformation de la Société,
 - modification du capital social : augmentation, amortissement et réduction,
 - fusion, scission, apport partiel d'actifs,
 - dissolution,
 - nomination des Commissaires aux Comptes,
 - nomination, rémunération, révocation du Président,
 - approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
 - approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou actionnaires,
 - modification des statuts, sauf transfert du siège social décidé par le Président,
 - nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation,
 - agrément des cessions d'actions,
 - exclusion d'un actionnaire et suspension de ses droits de vote.
3. L'assemblée est convoquée par le Président ou par un mandataire désigné en justice en cas de carence du Président. Lorsque la tenue d'une assemblée n'est pas obligatoire, l'assemblée peut être convoquée par l'actionnaire ou un des actionnaires demandeurs.

Le Commissaire aux Comptes peut, à toute époque, convoquer une assemblée.

L'assemblée générale est réunie au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

La convocation est effectuée par tous moyens de communication écrite huit (8) jours au moins avant la date de la réunion. Elle indique l'ordre du jour, y sont joints les documents nécessaires à l'information des actionnaires.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les actionnaires y consentent.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un actionnaire désigné par l'assemblée.

Les actionnaires peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre actionnaire ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

L'assemblée ne délibère valablement que si la moitié des actionnaires sont présents ou représentés.

4. En cas de consultation par correspondance, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont adressés à chacun des actionnaires par tous moyens. Les actionnaires disposent d'un délai minimal de huit (8) jours, à compter de la réception des projets de résolutions, pour émettre leur vote. Le vote peut être émis par tous moyens. Tout actionnaire n'ayant pas répondu dans un délai de quinze (15) jours est considéré comme s'étant abstenu.

La consultation est mentionnée dans un procès-verbal établi par le Président, sur lequel est portée la réponse de chaque actionnaire.

5. Chaque actionnaire a le droit de participer aux décisions par lui-même ou par un mandataire de son choix. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

6. Le commissaire doit être invité à participer à toute décision collective, en même temps et dans la même forme que les actionnaires.

ARTICLE 21 – DECISIONS EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions relatives à :

- la transformation de la Société,
- la modification du capital social : augmentation, amortissement et réduction,
- la fusion, scission, l'apport partiel d'actifs,
- la dissolution de la Société,
- la modification des statuts, sauf transfert du siège social décidé par le Président,
- l'agrément des cessions d'actions,
- l'exclusion d'un actionnaire et la suspension de ses droits de vote,
- la révocation du Président.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins les deux tiers des actions ayant droit de vote.

Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers dont disposent les actionnaires présents ou représentés. Par exception ; l'agrément de cession d'actions et l'exclusion d'un actionnaire ne peut être prononcée qu'à la majorité des deux tiers des actionnaires votants.

En outre, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des actionnaires disposant du droit de vote :

- celles prévues par les dispositions légales,
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des actionnaires,
- la prorogation de la société,
- la dissolution de la société,
- la transformation de la société en une société d'une autre forme,
- la révocation du Président.

ARTICLE 22 – DECISIONS ORDINAIRES

Toutes autres décisions sont qualifiées d'ordinaires. Ces décisions sont prises à la majorité des voix exprimées.

Toutefois, l'approbation des comptes annuels, l'affectation des résultats et la nomination des Commissaires aux Comptes ne peuvent être décidées qu'à la majorité des voix dont disposent les actionnaires.

ARTICLE 23 – INFORMATION PREALABLE DES ACTIONNAIRES

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des actionnaires doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux actionnaires de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou des Commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux actionnaires huit (8) jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des actionnaires.

Les actionnaires peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des Commissaires aux Comptes.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les actionnaires peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

TITRE VI

EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 24 – EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 25 – ETABLISSEMENT ET APPROBATION DES COMPTES ANNUELS

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les actionnaires doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et des rapports du ou des Commissaires aux Comptes.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des Commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

ARTICLE 26- AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

1. Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation.

Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les actionnaires décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.
3. La décision collective des actionnaires peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des actionnaires ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

TITRE VII

DISSOLUTION- LIQUIDATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 27- DISSOLUTION – LIQUIDATION DE LA SOCIETE

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des actionnaires.

La décision collective des actionnaires qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs.

Le Liquidateur ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les actionnaires.

Les actionnaires peuvent autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les actionnaires jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'actionnaire unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

TITRE VIII

CONTESTATIONS

ARTICLE 28 - CONTESTATIONS

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les actionnaires ou entre un actionnaire et la Société, seront soumises au Tribunal de commerce du lieu du siège social.